

Tout en cherchant à favoriser un règlement de la crise centraméricaine perçue dans son ensemble, les groupes de Contadora et de Lima ont encouragé à maintes reprises la tenue d'entretiens bilatéraux entre les États-Unis et le Nicaragua. Plusieurs réunions entre les gouvernements des deux pays ont eu lieu à Manzanillo (Mexique) pendant la deuxième moitié de 1984, mais les États-Unis ont finalement rompu les pourparlers. En juillet 1985, ces derniers, rejetant un appel des ministres des Affaires étrangères du groupe de Contadora, ont refusé de reprendre les négociations bilatérales.

Le groupe d'appui de Contadora (ou groupe de Lima) a été créé vers le milieu de 1985 pour relancer un processus de paix qui s'était apparemment enlisé. En janvier 1986, les ministres des Affaires étrangères des groupes de Contadora et de Lima se sont réunis à Caraballeda (Venezuela) pour analyser des recommandations précises sur la façon de réduire les tensions en Amérique centrale et de promouvoir la conclusion d'un accord de paix. Dans la Déclaration de Caraballeda, ils ont notamment réclamé une solution latino-américaine à la crise régionale, la non-intervention dans les affaires des autres États, la suppression de toute aide extérieure accordée aux forces militaires rebelles, un gel des achats d'armes, la réduction de la quantité d'armes présentes en Amérique centrale, et le retrait des conseillers militaires étrangers. Plus tard, soit en février de la même année, ils se sont réunis avec le Secrétaire d'État George Schultz et ont demandé aux États-Unis de soutenir leurs efforts de négociation en cessant d'aider les *contras*. Washington a rejeté leur requête.

Le processus de paix semblait bloqué dans une impasse en 1986, mais les relations entre les pays centraméricains ont alors pris de nouvelles dimensions. Les négociations menées entre le Costa-Rica et le Nicaragua avec l'aide du groupe de Contadora au sujet de l'établissement d'une commission concernant le tracé de la frontière n'ont pas atteint le stade de la mise en oeuvre; malgré tout, pour la première fois depuis la Révolution nicaraguayenne, les chefs d'État de la région ont tenu un sommet en mai, à Esquipulas (Guatemala), où ils ont convenu de poursuivre les négociations, de se réunir régulièrement et de travailler à l'établissement d'un parlement centraméricain. En juin 1986, la CIJ a statué que les États-Unis avaient violé le droit international "en formant, équipant, finançant et approvisionnant les forces *contras*" et en minant des ports du Nicaragua.

La Cour a demandé aux États-Unis de mettre un terme à ses activités illégales et de payer des réparations. En novembre, l'Assemblée générale de l'ONU a exhorté Washington à se plier à la décision de la CIJ; par ailleurs, le Secrétaire général de l'ONU et celui de l'Organisation des États américains (OEA), agissant de concert pour la première fois, ont offert leurs services au groupe de Contadora. De plus,